

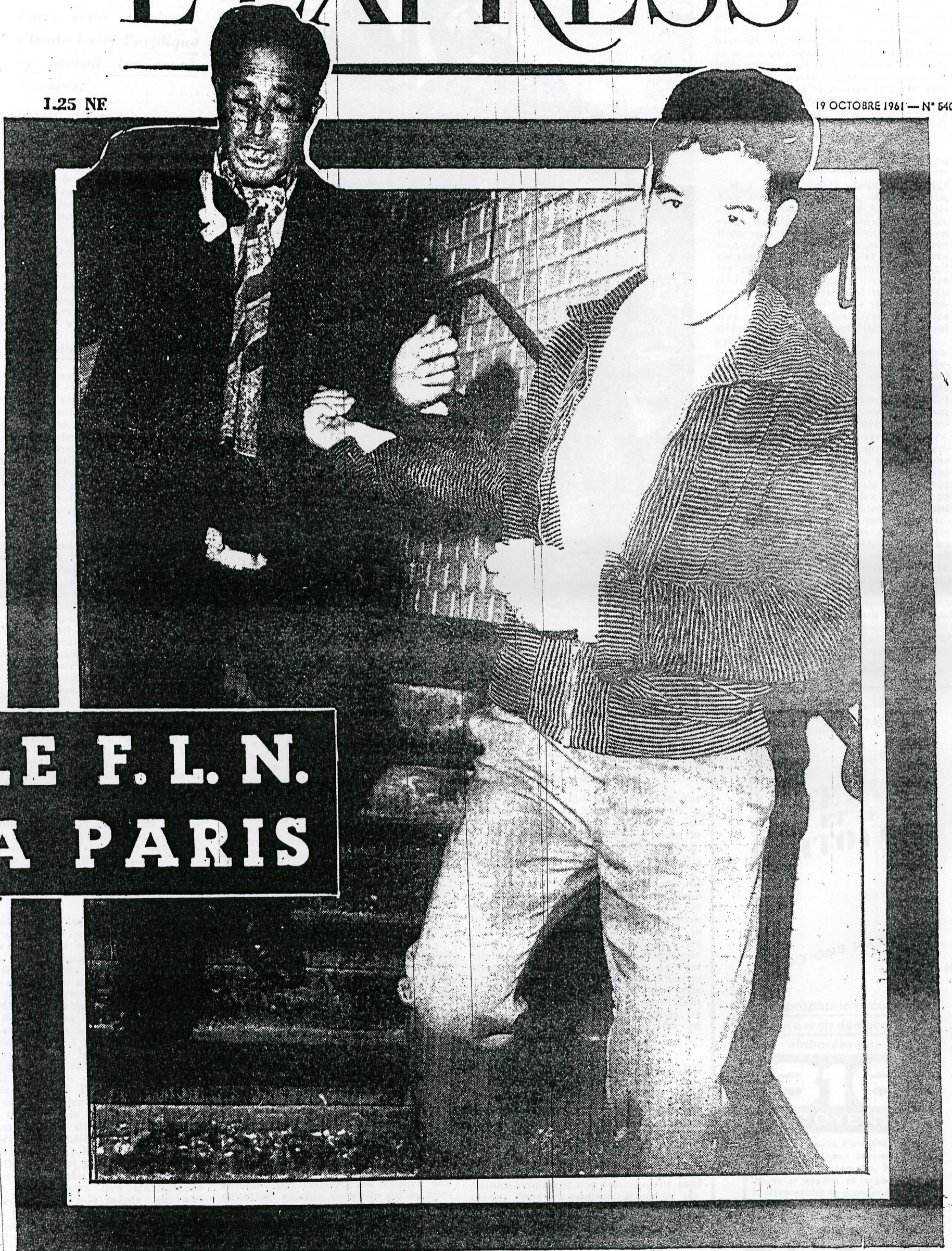
# FETE SECRETE A ALGER

(pages 5 et 6)

# L'EXPRESS

1.25 NF

19 OCTOBRE 1961 — N° 540



**LE F. L. N.  
A PARIS**

MANIFESTANTS ALGÉRIENS ARRÊTÉS  
« Sera-ce jusqu'à la fin de la France ? »

(Paul Ramadier.)

(Elio-Kagan.)

ALGÉRIENS

Du terrorisme à la politique

● Pourquoi et comment plus de 20.000 Algériens sont-ils descendus dans les rues de Paris cette semaine ? Claude Krief l'explique et prévoit les conséquences.

« DITES-MOI, monsieur, ce que l'on penserait en France si, pour lutter contre l'O.A.S., le délégué en Algérie renvoyait par centaines les Européens « sur leurs douars d'origine », fermait les cafés européens à 7 heures, opérait, proportionnellement, des milliers de perquisitions par jour, internait des dizaines de milliers d'Européens ? Dites-moi ce qu'on penserait si plus rien ne protégeait l'innocent des brutalités policières, si la couleur, blanche, de la peau tenait lieu à la fois de pièce d'identité et de preuve de culpabilité ? Ah ! quelle indignation ! Et, à juste titre... Mais alors qu'est-ce que nous sommes, nous ? »

Totalement solidaire

Un commerçant algérien me parle mardi matin. Il est installé en France depuis plus de vingt ans. Il est marié à une Française qu'il a connue, militaire, en 40. Issu d'une famille bourgeoise, il a fait des études secondaires et est parfaitement assimilé. Mais ses deux fils s'appellent Ali et Lakhdar. Il tremble pour eux quand ils veulent sortir, le soir, avec des camarades. Il a été perquisitionné à deux reprises. Aujourd'hui, après la manifestation de 20.000 Algériens dans Paris, il se retrouve totalement solidaire de son peuple qu'une autre vie lui avait fait oublier et dont la guerre même ne l'avait pas absolument rapproché...

Le fait est là, déjà dix fois vérifié en Algérie : toute mesure générale qui fait porter une responsabilité collective à une catégorie d'hommes soude irrémédiablement ces derniers. Et quand cette mesure porte atteinte à une liberté élémentaire, elle les rend disponibles pour n'importe quelle forme de protestation, violence comprise : la résistance française est là pour l'attester. Il y a à peine quinze jours, M. Papon interdisait pratiquement à tout Algérien résidant dans la région parisienne de circuler la nuit, au-delà de 20 h. 30. M. Djebbour lui-même, député d'Alger, colistier de Pierre Lagardère, saisissait le ministre de l'Intérieur d'une question orale avec débat « sur les mesures draconiennes prises à l'encontre des Français musulmans » et s'affirmait « choqué de ces mesures discriminatoires et vexatoires qui frappent aveuglément de pauvres travailleurs ».

Sur un plateau

D'autre part, trente parlementaires musulmans exprimaient leur indignation « contre les mesures discriminatoires, pour ne pas dire racistes qui rappellent celles prises en d'autres temps de sinistre mémoire... » et ajoutaient : « La notion de responsabilité collective n'est-elle pas le triste apogée des régimes totalitaires ? »

Le résultat ne s'est pas fait attendre. En indignant la totalité des Algériens de Paris, le gouvernement a offert à la Fédération de France du F.L.N. l'occasion de passer de l'action terroriste à l'action politique à proprement parler : les Algériens de Paris ont vécu le 17 octobre ce que les journées de décembre ont été à l'Algérie tout entière. Malgré le fait que les réseaux, les états-majors ou les cellules soient périodiquement décapités ou anéantis, si l'on en croit la police, les masses des travailleurs algériens, et ceux-là même qui auraient pu être le plus en retrait, ont pris conscience, en France, de leur nature d'étrangers et l'ont proclamé. Il y a là une victoire politique du G.P.R.A. qu'il serait difficile de discuter, une victoire offerte, pour ainsi dire, « sur un plateau ».

Pourquoi ? En prenant la tête de la préfecture de police, M. Papon, ancien Igane de Constantine, affirma



UNE OPÉRATION DE CONTRÔLE. Trois à cinq milliards de cotisations par an.

vouloir agir en homme qui connaissait « les réalités algériennes ». « A l'action répressive, déclara-t-il à l'époque, nous devons substituer une action administrative et sociale », et il ajoutait ces mots qui prennent aujourd'hui une singulière résonance : « Nous devons aller aux Algériens de métropole comme nous le faisons en Algérie... » Le 13 Mai datait de quelques mois à peine...

Pratiquement la voie suivie par la préfecture de police fut exactement celle de la pacification. L'engrenage bien connu de la répression annulait au fur et à mesure toutes les approches politiques, économiques, sociales ou autres.

On estime à 500.000 le nombre des Algériens qui vivent en métropole, bien que les statistiques du ministère du Travail n'en recensent qu'un peu plus de 400.000. Près de la moitié vivent dans la région parisienne. Chaque année, le solde positif des arrivées en France sur les retours en Algérie est approximativement de l'ordre de 20.000 hommes.

Cette immigration a un premier mobile : le travail (le quart des Algériens vivent de mandats expédiés de France). Elle en a un second né de la guerre : la fuite des zones interdites, des regroupements, des villages détruits. Mais au fur et à mesure de l'implantation en métropole de méthodes courantes en Algérie, les musulmans ont retrouvé en France une situation voisine de celle qu'ils connaissent bien. Au lieu d'être comme elle l'avait toujours été un havre de liberté et d'absence de racisme, la France est progressivement devenue pour eux un prolongement des zones de pacification.

Dès 1957, le gouvernement ouvrait en métropole des camps d'assignation à résidence. Il en existe aujourd'hui quatre, à Vadenay dans la Marne, à

Neuville dans l'Ain, à Larzac dans l'Aveyron et à Saint-Maurice dans le Gard. Les effectifs globaux varient entre 4.000 et 7.000, selon les périodes et les transferts en Algérie.

C'est sur ce fond de répression que la Fédération de France du F.L.N. a progressivement accru son organisation et son audience. D'abord dans un but financier : les cotisations recueillies s'élevaient entre 3 et 5 milliards par an et la police sait que pratiquement tous les Algériens soutiennent de cette façon le F.L.N. Ensuite dans un but terroriste. La Fédération de France a pris ses dispositions depuis plusieurs années pour « porter la guerre en France ». Mis à part les attentats de 1958 et l'incendie de Mourepiané, cette perspective ne s'est jamais concrétisée pour des raisons politiques : le G.P.R.A. jugeant que des négociations avec la France étaient inévitables, il ne convenait pas de s'aliéner la population française en jouant la politique du pire.

La masse des brimades

Mais il restait les attentats contre les policiers. Les Algériens que j'ai interrogés à Tunis m'ont répondu : « Les Français ne lisent dans la presse que les relations de ces attentats qui les scandalisent. Mais ils ignorent comment sont faites les perquisitions, comment nos concitoyens sont traités dans les commissariats de police, comment les suspects sont interrogés, comment un père de famille se retrouve en camp, en prison, ou renvoyé en Algérie. C'est la masse de brimades, pour ne pas dire plus, qui conditionne sur place, à Paris le comportement de la Fédération de France, et non pas comme le pensent certains une position politique « dure ». La France ignore la vraie nature de la

guerre qui se poursuit sur son sol... » Ainsi, les responsables algériens renvoient aux pratiques policières et aux décisions gouvernementales, tandis que gouvernement et préfecture de police renvoient aux attentats : cette dialectique est bien connue depuis sept ans de guerre, mais Français et Algériens courent toujours après un accord qui, seul, on le sait aussi depuis longtemps, briserait cette ronde infernale.

Il demeure maintenant que le gouvernement français est à la croisée des chemins. La Fédération de France du F.L.N. a prouvé son audience auprès des Algériens. C'est sur son ordre qu'aucune arme n'a été portée par les manifestants, qu'aucun drapeau n'a été brandi. Elle voulait, presque, une manifestation de « non-violents », aussi digne que possible. Des milliers d'Algériens ont été embarqués sans coup férir. La plupart se sont contentés de se protéger des « charges ». Mais que se passera-t-il si les armes sortent ?

Des stocks d'armes

Il y avait mardi dans les rangs Algériens des femmes, des enfants, des vieillards. Mais 70 % des Algériens de Paris ont moins de 25 ans. Bien que le niveau sanitaire moyen soit précaire (20 % des pensionnaires de sana sont Algériens, et 40 % d'entre eux sont sous-alimentés), il s'agit d'hommes courageux et robustes (60 % d'entre eux sont manœuvres). Que se passera-t-il si le degré de colère engendré par les arrestations, les déportations, les brutalités rend tout apaisement impossible ?

Il n'est un mystère pour aucun policier que chaque usine, chaque atelier, chaque bidonville, chaque hôtel algérien comporte un responsable F.L.N., lui-même en liaison avec les responsables, jusqu'au sommet. Et on sait que les Algériens détiennent encore des stocks d'armes considérables. Est-ce cet affrontement que l'on cherchera au moment où les négociations avec le G.P.R.A. semblent sur le point de reprendre et de réussir ? Il semble en fait que le sort des Européens d'Algérie se joue maintenant autant en métropole que sur place. Le général de Gaulle avait mis en parallèle dans une conférence de presse les 400.000 Algériens de métropole et l'implantation européenne d'Algérie. Son calcul se renverse aujourd'hui : on peut se demander maintenant si, en rendant la vie impossible aux Algériens de France, on ne va pas aussi, du même mouvement, condamner les Européens d'Algérie à rentrer « dans leurs douars d'origine »...

CLAUDE KRIEF.

CLUB JEAN MOULIN

L'ÉTAT ET LE CITOYEN

EDITIONS DU SEUIL

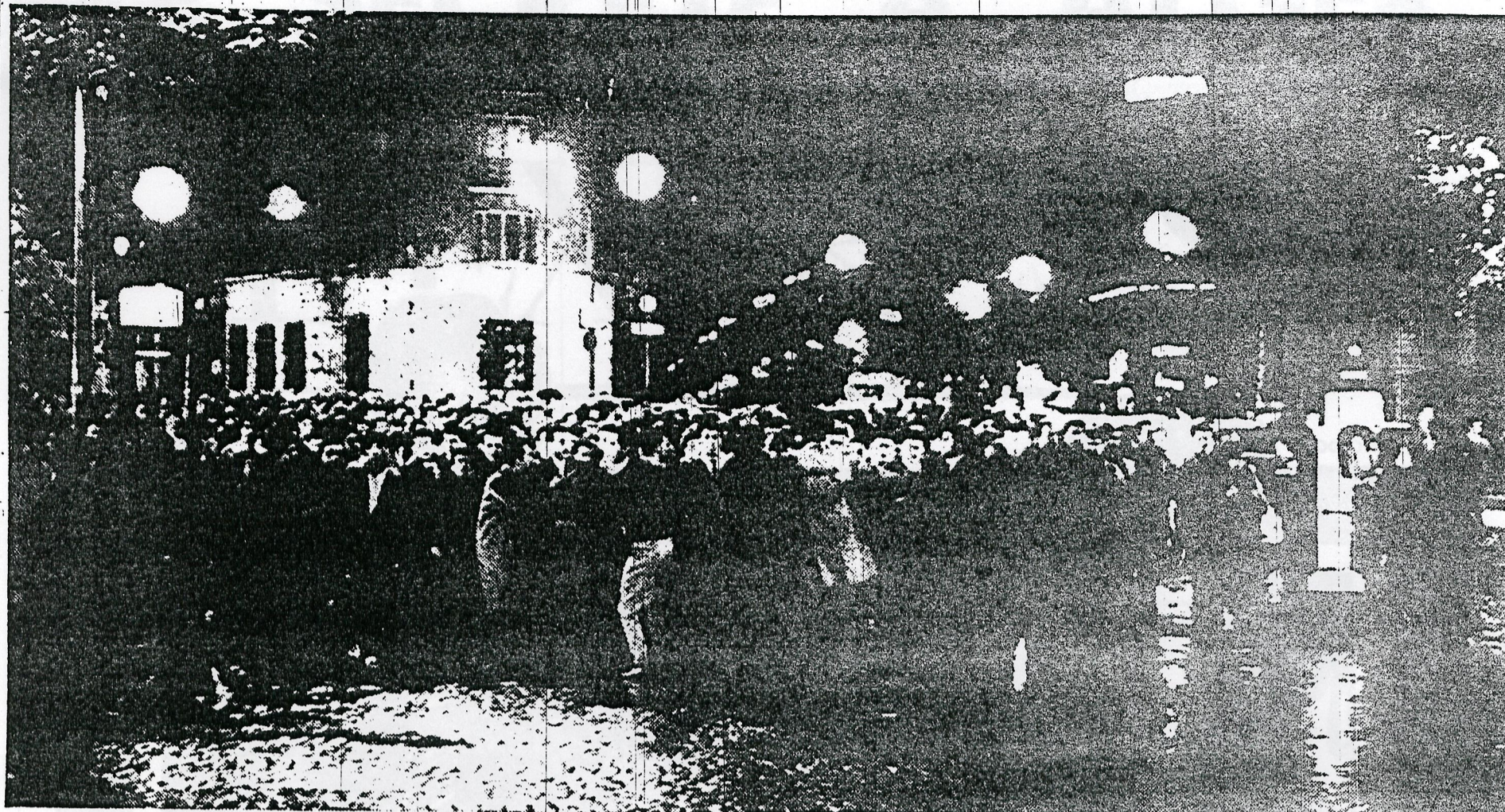
...des propositions concrètes pour un avenir démocratique, élaborées par

**316** CITOYENS:

123 fonctionnaires d'autorité, 35 responsables syndicaux ouvriers et 10 agricoles, 52 économistes, 30 sociologues et experts en organisation, 23 responsables de grandes entreprises, 15 juristes, 15 officiers supérieurs dont 3 généraux, 13 journalistes, en

**165** RÉUNIONS

416 p SEUIL 15 nf



LA MANIFESTATION ALGÉRIENNE SUR LES BOULEVARDS.  
« C'est un comble, on se croirait à Alger ! »

(Aguiraud.)

## LA MANIFESTATION

« Ils sont gonflés ! »

● Jacques Derogy raconte comment les Parisiens ont vécu mardi soir la manifestation des Algériens.

PEU avant 21 heures, ils ont débouché en cortège sur les grands boulevards depuis le carrefour Strasbourg-Saint-Denis. Ils devaient être 1.500 à 2.000, encadrés par un service d'ordre très strict qui les faisait défiler sur la moitié droite de la chaussée et réglait la circulation des véhicules. Il y avait des hommes de tous âges, certains tenant des bébés en burnous ou des enfants sur les bras, qu'ils s'efforçaient de protéger de la pluie. Il y avait des femmes, européennes et musulmanes, dont certaines poussaient des you-you. Ils criaient en frappant en cadence dans leurs mains, comme s'ils s'applaudissaient eux-mêmes.

— *Algérie algérienne, Libérez Ben Bella. Levez le couvre-feu. Vive le F.L.N. !*

Ils ne portaient apparemment ni drapeaux, ni couteaux, ni bâtons.

Les passants, les automobilistes, les voyageurs des autobus regardaient stupéfaits passer ce cortège insolite et discipliné. Les cafetiers n'eurent pas le temps de songer à débarrasser leurs terrasses.

Par les boulevards Bonne-Nouvelle et Montmartre, le carrefour Richelieu-Drouot et le boulevard des Italiens, ils gagnèrent en une vingtaine de minutes les abords de la place de l'Opéra, où, depuis 20 heures, les forces de police n'avaient cessé d'appréhender les Algériens qui sortaient par groupes des bouches de métro et de les aligner, les mains au-dessus de la tête, contre les fourgons cellulaires.

### Sur 500 mètres

Un détachement de gardiens de la paix, de gendarmes mobiles et de C.R.S. prit position devant le boulevard des Italiens, entre la bijouterie Clerc et le magasin Lancel, l'arme au poing, gilet pare-balles sur le torse.

La pendule de la place marque 21 h. 20. La foule qui s'était massée, interdite, s'écarte du carrefour. Des gradés de la police parlementent avec le service d'ordre F.L.N. et obtiennent, au bout de quelques minutes, que l'immense cortège fasse demi-tour.

— *C'est un comble ! s'indigne un monsieur avec un collier de barbe. On se croirait à Alger : voilà les C.R.S.*

qui vont encadrer les fellouzes maintenant.

Le fait est que, pendant un moment, le barrage de police va suivre la queue de cortège remontant les boulevards, à distance, sans broncher.

Les manifestants, au visage ruisselant de pluie, continuent de crier leurs mots d'ordre et de battre des mains. Leur file s'étend sur environ 500 mètres, sur la moitié droite de la chaussée, évitant les trottoirs où les passants se font de moins en moins nombreux. Jusqu'alors, pas de cris hostiles, pas de heurts. Réflexions de certains badauds :

— *Ils sont quand même gonflés !*

A 21 h. 40, des cars de police et de C.R.S. viennent doubler le cortège sur sa gauche en faisant hurler leurs sirènes qui couvrent un moment les cris des manifestants. Ils stoppent au carrefour des boulevards Montmartre et Bonne-Nouvelle, et les policiers casqués, pistolet et mitraillette au poing ou crosse en avant, chargent une première fois devant le cinéma le Rex et l'immeuble de « L'Humanité » qui a baissé son rideau de fer.

Je me trouve devant la piscine Neptune, boulevard Bonne-Nouvelle, quand claquent les premières détonations. J'ignore s'il s'agit de grenades ou de coups de feu, mais en traversant la chaussée, je vois tirer d'un car de la préfecture en direction de la terrasse du café-tabac du Gymnase, à l'angle de la rue Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle. C'est le chauffeur du car qui, pris de panique, a ouvert le feu. Deux coups en l'air me dit quelqu'un. Mais d'autres policiers tirent maintenant à leur tour, je compte plus d'une vingtaine de détonations.

### « On manque de cars ! »

Une Simca Aronde immatriculée 301 CS 88, stationnée juste devant, est criblée de balles. Des gens courent en tous sens en hurlant. Dans le désordre qui règne sur le trottoir, j'aperçois sept corps allongés à la terrasse du café, parmi des chaussures, des bérets, des chapeaux et des vêtements, au milieu de flaques d'eau et de sang.

Deux Algériens sont couchés sur le côté, inertes, au pied d'un arbre. Ils ont l'air de saigner d'un peu partout. A trois mètres, autour d'une table du bistrot, cinq autres corps sont entassés les uns sur les autres. Deux d'entre eux ralentissent doucement.

— *Ils l'avaient bien cherché, dit quelqu'un.*

— *Il faudrait peut-être en transporter à l'hôpital, avance timidement un autre.*

— *Si vous croyez que, là-bas, ils ont pitié des nôtres.*

— *Ils étaient armés, dit quelqu'un. C'est eux qui ont tiré sur le fourgon.*

— *Permettez, j'étais là. Ils se sauvaient et cherchaient refuge dans les immeubles quand la police a tiré.*

En haut des marches de la rue Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, on dé-

couvre un blessé qui geint. Le concierge du 23, boulevard Bonne-Nouvelle a bouclé le porche de l'extérieur et demande des renforts de police, car, dit-il, « ils sont au moins 150, avec des femmes, à se cacher dans l'escalier de mon immeuble ». Des agents viennent, se mettent en position de combat devant le portail, tandis que d'autres pénètrent prudemment dans l'immeuble. Au bout de quelques minutes, on voit sortir une dizaine d'Algériens, les mains sur la nuque.

— *On manque de cars pour les évacuer, se plaint un gradé. C'est qu'ils sont sortis de partout, et dans le métro, ça doit grouiller.*

C'est vrai. Le « raton » grouille,

La composition, l'impression et le routage de ce numéro de « L'Express » ayant été perturbés par les grèves, nous nous excusons auprès de nos lecteurs des erreurs, des imperfections matérielles et des retards.

pullule dans le métro, à presque toutes les stations, sur presque toutes les lignes. Depuis environ 19 heures. Car ils sont arrivés de partout, de leurs bidonvilles de la banlieue Ouest, de leurs usines, de leurs arrondissements pour manifester au cœur de Paris contre le couvre-feu de fait qui leur a été imposé.

La police, prévenue, avait disposé un important service d'ordre : 7.000 gardiens de la paix, sans compter deux compagnies de C.R.S. et des escadrons de gendarmes mobiles — à tous les points stratégiques, notamment au Rond-Point de la Défense, place de l'Etoile, tout le long des Champs-Élysées, à la Concorde et à l'Opéra.

Un premier choc s'est produit au pont de Neuilly, où des harkis attendaient une immense colonne descendue de Nanterre et de Puteaux. Un harki tira une rafale de mitraillette, tuant un garçon de quinze ans. Une fusillade s'ensuivit pendant une demi-heure. Après la bataille, la chaussée de l'avenue du Général-de-Gaulle était jonchée de débris de toutes sortes, de landaus d'enfant, renversés, de souliers de femmes, de grandes trainées de sang. Les manifestants regroupés par les responsables F.L.N. s'engouffraient dans le métro pour ressurgir en différents points du centre de Paris.

Dès 19 h. 30, des centaines d'Algériens avaient été arrêtés aux sorties des stations de métro. Place de l'Etoile, ils étaient parqués, mains sur la nuque, dans des enclos improvisés sur les trottoirs avec les barriè-

res métalliques des cérémonies. A 20 heures, à la Concorde, les agents, pointant leurs pistolets, les faisaient aligner contre les grilles du Grillon, les mains en haut des piquets de fer, le dos exposé à la pluie, aux coups de pied et aux coups de crosse qui tombaient assez régulièrement. Un peu plus tard, mêmes scènes avenues Mac-Mahon et Hoche, aux Ternes, rue de Courcelles, où des piles d'hommes et de tout jeunes gens attendaient le nez au mur, sous la menace des mitraillettes.

Au quartier Latin, où une longue colonne avait descendu à 20 h. 25 le boulevard Saint-Michel en direction du boulevard du Palais et avait été chargée par les forces de police devant le café « Le Terminus » et sur le quai des Marchés-Neufs, on pouvait voir, peu après, des cars bourrés d'hommes empilés les uns sur les autres, dont bras et jambes pendaient par les fenêtres.

### Métro Bonne-Nouvelle

Les heurts entre Algériens et civils européens ont été assez rares. Il paraît qu'à Courbevoie, où un cortège de 5.000 hommes, femmes et enfants, avait bloqué la circulation boulevard de la Mission-Marchand, des automobilistes ont pris à partie les manifestants et les ont attaqués à coups de manivelle. Personnellement, je n'ai vu que la surprise et la stupéfaction sur le visage des passants, impressionnés par la discipline des cortèges ou par la façon dont la police traitait les Algériens arrêtés à la sortie des métros. La peur et le racisme ne se sont manifestés qu'au moment des heurts entre manifestants et forces de l'ordre — la plupart des bagarres ont eu lieu entre le Rond-Point de la Défense et l'avenue de la Grande-Armée et à proximité du boulevard Saint-Germain ; ailleurs, les Algériens se laissaient arrêter ou s'enfuyaient pour échapper au matraquage. Si, sur les grands boulevards, j'ai vu quelques passants prêter main forte à la police ou dénoncer les Algériens qui avaient cherché refuge dans des immeubles, j'ai vu également des automobilistes prendre des blessés dans leur voiture et quelques hommes aider les manifestants à se sauver par telle ou telle rue après la charge du métro Bonne-Nouvelle.

Cette charge, ponctuée de coups de feu, n'a duré que quelques minutes. Pourtant les forces de police restèrent l'arme au pied jusqu'à minuit devant les cinémas Rex et Gaumont-Théâtre, tandis qu'à moins de 200 mètres, des responsables F.L.N. vinrent discrètement sur le coup de 24 heures enlever les corps encore étendus à la terrasse du café-tabac du Gymnase, ainsi que les effets qui jonchaient le sol où les flaques de sang achevaient de se diluer sous la pluie.

JACQUES DEROGY.